



**Rapport financier semestriel
de l'exercice 2014 – 2015**

(Période du 1^{er} avril 2014 au 30 septembre 2014)

Conseil d'administration du 27 novembre 2014

Société anonyme au capital de 18 705 179 Euros
Siège social : 208 Boulevard de Plombières – 13581 Marseille Cedex 20
351 980 925 RCS Marseille.

Sommaire

I	Déclaration des personnes physiques responsables du rapport financier semestriel	3
II	Rapport semestriel d'activité au 30 septembre 2014	4
II.1	Présentation générale	4
II.2	Chiffre d'affaires consolidé.....	4
II.3	Résultats consolidés.....	5
II.4	Bilan consolidé	7
II.5	Flux de trésorerie consolidés.....	9
II.6	Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2014 – 2015.....	10
II.7	Perspectives	10
III	Comptes consolidés intermédiaires et notes annexes	11
III.1	Compte de résultat consolidé	11
III.2	Etat du résultat global total	12
III.3	Bilan consolidé	13
III.4	Tableau consolidé des flux de trésorerie	14
III.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	15
III.6	Notes annexes aux états consolidés intermédiaires	16
IV	Rapport des Commissaires aux comptes	33

I Déclaration des personnes physiques responsables du rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé figurant au chapitre 3 du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe Avenir Telecom.

J'atteste également qu'à ma connaissance le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre 2 du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2014 – 2015 et leur incidence sur les comptes consolidés résumés, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 27 novembre 2014

Jean-Daniel Beurnier – Président du Conseil d'Administration et Directeur général

II Rapport semestriel d'activité au 30 septembre 2014

II.1 Présentation générale

Le Groupe Avenir Telecom est un acteur de référence dans la distribution de produits et services de téléphonie mobile.

Le Groupe distribue désormais les offres des opérateurs télécom européens (téléphones mobiles, abonnements) dans ses magasins en propre sous l'enseigne Internity situés dans 4 pays en Europe (France, Espagne, Roumanie, Bulgarie).

Le Groupe conçoit et distribue une gamme complète d'accessoires et d'objets connectés sous marque propre et sous licence dans l'ensemble des canaux de distribution (magasins propres, sites web, Grandes Surfaces Alimentaires, Grandes Surfaces Spécialisées, revendeurs indépendants et magasins affiliés). Il dispose également d'un contrat de distribution avec un fabricant de smartphones américain pour l'ensemble des pays d'Europe, Afrique, EMEA et Russie.

Au cours du premier semestre 2014 – 2015, le Groupe a poursuivi sa stratégie de développement dans un contexte économique difficile.

II.2 Chiffre d'affaires consolidé

Analyse du chiffre d'affaires par segment d'activité

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2014 – 2015 ¹	Premier semestre 2013 – 2014 ¹	% variation
Distribution directe	65,4	81,1	-19,4%
Distribution indirecte	27,7	50,3	-44,9%
Chiffre d'affaires total	93,1	131,4	-29,1%

1. hors activité directe du Portugal et activité indirecte de l'Angleterre car activités cédées sur la période

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2014-2015 s'élève à 93,1 millions d'euros, en baisse de 29,1% par rapport au premier semestre 2013 – 2014 (hors activités cédées au Portugal et en Angleterre).

L'activité de distribution directe, qui représente 70,2% du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2014 – 2015, enregistre une baisse de 19,4% sur le semestre à 65,4 millions d'euros (à périmètre hors Portugal).

Le Groupe poursuit sa stratégie de restructuration de son parc de magasins en France et en Espagne pour se consacrer à ses nouvelles activités.

L'activité de distribution indirecte, qui représente 29,8% du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2014 - 2015, enregistre une baisse d'activité de 44,9% sur le semestre à 27,7 millions d'euros (à périmètre hors Angleterre).

En juin 2014, le groupe a cédé 11 magasins au Portugal opérés pour le compte de l'opérateur TMN à un partenaire mettant fin à son activité de distribution directe dans ce pays et a cédé l'activité de distribution indirecte opérée pour l'opérateur O2 en Angleterre. Ces opérations ont permis de dégager des ressources supplémentaires (arrêt des pertes au Portugal et encaissement du besoin en fonds de roulement en Angleterre) pour financer le déploiement des nouvelles activités.

II.3 Résultats consolidés

2.3.1 Analyse des résultats par activité

Distribution directe

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2014 – 2015 ¹	Premier semestre 2013 – 2014 ¹	% variation
Chiffre d'affaires	65,4	81,1	-19,4%
Marge brute	26,6	32,5	-18,2%
% marge brute	40,7%	40,1%	+0,6 point
Résultat opérationnel	(1,9)	(1,1)	Na
% marge opérationnelle	-2,9%	-1,4%	-1,5 point

1. hors activité cédée au Portugal

Rapport financier semestriel 2014-2015

Le Groupe Avenir Telecom a enregistré un chiffre d'affaires de 65,4 millions d'euros dans la distribution directe (réseau de magasins Internity) au premier semestre 2014 – 2015, en baisse de 19,4% par rapport au premier semestre 2013 – 2014.

Dans un environnement de marché toujours très difficile, Avenir Telecom est parvenu à compenser en grande partie la pression exercée sur sa marge brute par des économies de coûts de fonctionnement et une gestion active des emplacements de son parc de magasins. Le parc comporte 380 magasins contre 450 magasins au 30 septembre 2013 (à périmètre hors Portugal).

Le taux de marge brute au-dessus de 40,7% s'est légèrement amélioré en raison d'un effet mix produits positif.

Le Groupe poursuit sa stratégie de restructuration de son parc de magasins en France et en Espagne pour se consacrer à ses nouvelles activités.

Distribution indirecte

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2014 – 2015 ¹	Premier semestre 2013 – 2014 ¹	% variation
Chiffre d'affaires	27,7	50,3	-44,9%
Marge brute	10,5	7,3	+43,8%
% marge brute	37,9%	14,5%	+23,4 points
Résultat opérationnel	1,3	(1,9)	Na
% marge opérationnelle	4,7%	-3,8%	NA

1. hors activité cédée en Angleterre

Le Groupe Avenir Telecom a réalisé un chiffre d'affaires de 27,7 millions d'euros dans la distribution indirecte au premier semestre 2014 – 2015, en baisse de 44,9% par rapport au premier semestre 2013 – 2014.

Le changement de son mix produits marqué par une croissance soutenue des accessoires et objets connectés et l'arrêt des ventes d'abonnements pour le compte des opérateurs permet d'afficher un taux de marge brute de la distribution indirecte de 37,9% au premier semestre 2014 – 2015 contre 14,5% à l'exercice précédent.

En dépit de la pression sur son chiffre d'affaires, le Groupe est ainsi parvenu à maintenir l'équilibre opérationnel de la distribution indirecte grâce à un contrôle strict des coûts.

Le Groupe a poursuivi sa stratégie de développement de l'accessoire avec la croissance de l'activité de gestion externalisée des linéaires d'accessoires en opérant plus de 2 000 points de vente à travers l'Europe.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 1,3 million d'euros, contre une perte de 1,9 millions d'euros au premier semestre 2013 – 2014. Il représente ainsi une marge opérationnelle de 4,7% du chiffre d'affaires.

Sur la période, les charges opérationnelles sont identiques à 9,2 millions d'euros.

2.3.2 Compte de résultat consolidé

Milliers d'euros	30 septembre 2014 (6 mois)	30 septembre 2013 (6 mois)	% variation
Chiffre d'affaires	93 126	131 393	-29,1%
Coût des services et produits vendus	(56 042)	(91 639)	-38,8%
Marge brute	37 084	39 754	-6,7%
<i>Taux de marge brute</i>	39,8%	26,6%	+13,2 points
Frais de transport et de logistique	(2 819)	(2 898)	-2,7%
Coûts des réseaux de distribution directe	(22 927)	(26 802)	-14,5%
Autres charges commerciales	(3 121)	(4 135)	-24,5%
Charges administratives	(8 115)	(8 807)	-7,9%
Autres produits et charges, nets	(751)	(149)	Na
Résultat opérationnel	(649)	(3 037)	Na
Produits financiers	16	7	+128,6%
Charges financières	(1 146)	(681)	+68,3%
Résultat des activités poursuivies avant impôts sur le résultat	(1 779)	(3 711)	Na
Impôts sur le résultat	(752)	(703)	-7,0%
Résultat net des activités poursuivies	(2 530)	(4 414)	Na
Résultat net après impôts des activités abandonnées	600	1 473	-59,3%
Résultat net	(1 930)	(2 941)	-34,4%

La marge brute consolidée s'élève à 37,1 millions d'euros au premier semestre 2014 – 2015, en baisse de 6,7% par rapport au premier semestre 2013 – 2014. Le taux de marge brute augmente de 13,2 points pour s'établir à 39,8% du chiffre d'affaires sous l'effet de la part plus importante de l'activité directe dans le chiffre d'affaires total.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit en légère perte à -0,6 million d'euros au premier semestre 2014 – 2015 contre une perte de 3,0 millions d'euros sur l'exercice précédent.

Les effectifs du Groupe ont baissé de 11,1% au premier semestre 2014 – 2015 et sont passés de 1 895 personnes au 30 septembre 2013 à 1 684 personnes au 30 septembre 2014 (1 849 personnes au 31 mars 2014).

La charge d'impôt au premier semestre 2014 – 2015 s'élève à 0,7 million d'euros identique au premier semestre 2013 – 2014.

Le résultat net du Groupe sur le premier semestre 2014 – 2015 est une perte de 1,9 millions d'euros.

II.4 Bilan consolidé

Le total du bilan au 30 septembre 2014 s'élève à 108,5 millions d'euros contre 125,2 millions d'euros au 31 mars 2014.

2.4.1 Actif

Milliers d'euros	30 septembre 2014	31 mars 2014
Actifs non courants		
Écarts d'acquisitions nets	1,6	1,6
Autres immobilisations incorporelles nettes	10,3	10,4
Immobilisations corporelles nettes	2,9	4,1
Autres actifs non courants nets	3,9	3,9
Impôts différés	0,4	0,3
Total actifs non courants	19,2	20,4
Actifs courants		
Stocks nets	26,9	27,5
Créances clients nettes	27,5	33,6
Autres actifs courants	15,0	12,3
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	1,1	15,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17,4	15,3
Total actifs courants	87,8	104,0
Activités abandonnées		
Actifs des activités abandonnées	1,4	0,8
TOTAL ACTIF	108,5	125,2

Actifs non courants

Les actifs non courants s'élèvent à 19,2 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 20,4 millions d'euros au 31 mars 2014 et incluent principalement :

- 1,6 millions d'euros d'écarts d'acquisition qui comprennent principalement les écarts d'acquisitions relatifs à la distribution directe en France, en Roumanie et en Bulgarie. Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes s'élèvent à 13,2 millions d'euros contre 14,5 millions d'euros au 31 mars 2014. Les immobilisations incorporelles brutes s'élèvent à 29,6 millions d'euros contre 30,6 millions d'euros au 31 mars 2013. Les acquisitions de la période s'élèvent à 0,4 million d'euros. Les immobilisations corporelles brutes s'élèvent à 57,7 millions d'euros contre 58,1 millions d'euros au 31 mars 2013, et comprennent notamment 0,3 million d'euros d'acquisitions et 0,3 million d'euros de cessions.
- Les autres actifs non courants nets s'élèvent à 3,9 millions d'euros identiques par rapport au 31 mars 2014, et concernent principalement les dépôts et cautionnements versés lors de la souscription du bail des magasins de l'activité distribution directe.
- Les impôts différés actifs s'élèvent à 0,4 millions d'euros contre 0,3 millions d'euros au 31 mars 2014.

Actifs courants

Les actifs courants représentent 87,8 millions d'euros contre 104,0 millions d'euros au 31 mars 2014. Ils comprennent essentiellement :

- Les stocks nets qui s'élèvent à 26,9 millions d'euros contre 27,5 millions d'euros au 31 mars 2014. La dépréciation sur stocks représente 26,5% du stock brut (25,8% pour le matériel de téléphonie mobile et accessoires et 31,1% pour le matériel multimédia) contre 27,2% au 31 mars 2014 (27,3% pour le matériel de téléphonie mobile et accessoires et 26,3% pour le matériel multimédia) ; la rapide obsolescence technologique et commerciale de ce type de produits implique une gestion très rigoureuse des stocks.
- Les créances clients nettes s'élèvent à 27,5 millions d'euros contre 33,6 millions d'euros au 31 mars 2014, après prise en compte d'une dépréciation de 6,5 millions d'euros, représentant 19% des créances brutes contre 16,1% au 31 mars 2014. Les créances nettes comprennent des créances et factures à établir cédées pour un montant de 3,6 millions d'euros dans le cadre de l'affacturage ou du financement des lignes de crédit court terme du Groupe. La

Rapport financier semestriel 2014-2015

Société conservant la majeure partie des risques et des avantages liés à ces créances, elles sont maintenues à l'actif du bilan.

- Les autres actifs courants s'élèvent à 15,0 millions d'euros contre 12,4 millions d'euros au 31 mars 2014 et prennent en compte principalement 6,7 millions d'euros d'avoirs à recevoir et d'acomptes reçus de fournisseurs et 3,6 millions d'euros de créances TVA et autres créances sur l'État.
- La trésorerie s'élève à 17,4 millions d'euros contre 15,3 millions d'euros au 31 mars 2014.

2.4.2 Passif

Milliers d'euros	30 septembre 2014	31 mars 2014
Capitaux propres		
Capital social	18,7	18,7
Primes d'émission	7,6	7,6
Réserves consolidées	(9,0)	40,8
Écart de conversion	(2,2)	(2,7)
Résultat de l'exercice	(1,9)	(49,8)
Intérêts minoritaires	-	-
Total capitaux propres	13,2	14,6
Passifs non courants		
Dettes financières – part non courante	29,4	0,8
Provisions et autres passifs – part non courante	0,8	0,8
Instruments financiers dérivés – part non courante	0,1	0,0
Impôts différés	1,4	1,4
Total passifs non courants	31,7	3,0
Passifs courants		
Dettes financières – part courante	0,8	30,1
Découvert bancaire	5,7	6,8
Provisions – Part courante	6,7	9,5
Fournisseurs	25,8	27,1
Instruments financiers dérivés – part courante	-	-
Dettes fiscales et sociales	16,2	17,9
Dettes d'impôts courants	0,6	0,6
Autres passifs courants	4,9	4,7
Passifs classés comme détenus à la vente	0,0	9,4
Total passifs courants	60,7	106,0
Activités abandonnées		
Passifs des activités abandonnées	2,9	1,6
Total passif	108,5	125,2

Capitaux propres

Les capitaux propres ressortent à 13,2 millions d'euros contre 14,6 millions d'euros au 31 mars 2014.

Passifs non courants

Les passifs non courants s'élèvent à 31,7 millions d'euros contre 3,0 millions d'euros au 31 mars 2014. Ils comprennent essentiellement la part non courante des dettes financières pour 29,4 millions d'euros contre 30,1 millions d'euros au 31 mars 2014 classés temporairement en dettes courantes (le reclassement en dettes non courantes a été opéré le 9 avril 2014, une fois les conditions suspensives prévues au protocole avec les banques levées).

Dettes financières

Les dettes financières nettes totales (dettes financières courantes et non courantes auxquelles s'ajoutent les découverts bancaires nets de la trésorerie à l'exclusion des instruments financiers dérivés et des intérêts courus) s'élèvent à 18,6 millions d'euros contre 22,4 millions d'euros au 31 mars 2014.

Rapport financier semestriel 2014-2015

Les dettes financières brutes s'élèvent à 35,9 millions d'euros contre 37,7 millions d'euros au 31 mars 2014, dont 0,8 million d'euros à moins d'un an.

Au 30 septembre 2014, le groupe n'est pas tenu par les banques de calculer des ratios financiers conformément aux termes de son protocole homologué le 9 avril 2014 (cf. Note 3 Gestion du risque financier).

Passifs courants

Le total des passifs courants s'élève à 60,7 millions d'euros contre 106,0 millions d'euros au 31 mars 2014.

Il comprend, outre, les éléments suivants :

- le poste fournisseurs qui s'élève à 25,8 millions d'euros contre 27,1 millions d'euros au 31 mars 2014 ;
- 5,7 millions d'euros de découverts bancaires contre 6,8 millions d'euros au 31 mars 2014 ;
- la part courante des dettes financières pour un montant de à 0,8 million d'euros décrites ci-dessus ;
- les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 16,2 millions d'euros contre 17,9 millions d'euros au 31 mars 2014 ;
- les autres passifs courants s'élèvent à 4,9 millions d'euros contre 4,7 millions d'euros au 31 mars 2014. Parmi les autres éléments du poste « autres passifs courants » figurent : des clients créditeurs et avoirs à établir pour 2,1 millions d'euros et des produits et rémunérations constatés d'avance, conditionnés à la réalisation d'objectifs commerciaux futurs, pour 0,8 million d'euros.

II.5 Flux de trésorerie consolidés

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des flux de trésorerie:

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2014-2015	Premier semestre 2013-2014
Capacité d'autofinancement des activités poursuivies	(2,7)	(0,3)
Variation des actifs nets et passifs d'exploitation, hors effets des acquisitions (BFR)	1,3	(3,7)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies	(1,4)	(4,0)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées	4,8	0,0
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	3,4	(4,0)
Flux d'investissement	(0,2)	(0,6)
Cash-flows libres d'exploitation	3,2	(4,6)
Acquisitions/Cessions de filiales	-	(0,0)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1,6)	(2,8)
Incidence des variations de change sur la trésorerie	0,4	0,1
Variation de trésorerie	2,1	(7,2)
Trésorerie à l'ouverture	15,3	22,6
Trésorerie à la clôture	17,4	15,4

L'exploitation consomme 1,4 millions d'euros de flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies dont - 2,7 millions d'euros de capacité d'autofinancement des activités poursuivies et une ressource de 1,3 millions d'euros dégagée par le besoin en fonds de roulement.

Les cash-flows libres d'exploitation (flux de trésorerie d'exploitation - flux d'investissement hors acquisition/cession de filiales) s'élève à 3,2 millions d'euros, après des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles cédées de 4,8 millions d'euros positifs générés par la cession des activités de distribution directe au Portugal et de distribution indirecte en Angleterre et des flux d'investissement représentant un besoin de 0,2 million d'euros.

Les flux de financement représentent un besoin de 1,6 millions d'euros, principalement liés à la variation de découverts bancaires.

L'ensemble de ces flux explique une augmentation de la trésorerie pour 2,1 millions d'euros, pour une trésorerie à l'actif du bilan de 17,4 millions d'euros.

II.6 Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2014 – 2015

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Groupe Avenir Telecom pour le second semestre 2014 – 2015 concernent l'environnement économique et la pression déflationniste sur le marché de la téléphonie mobile en Europe, qui

devraient continuer à peser sur l'activité du Groupe Avenir Telecom. Parallèlement, le Groupe devrait poursuivre son redéploiement vers la conception et la distribution de produits à plus forte valeur ajoutée et la restructuration de son parc de magasins en France et en Espagne.

II.7 Perspectives

Dans un contexte de marché qui ne montre pas de signes d'amélioration à court terme, le Groupe Avenir Telecom vise la poursuite de ses efforts de réduction de coûts.

Le Groupe Avenir Telecom poursuit sa stratégie offensive dans la distribution de mobiles alternatifs et d'accessoires à valeur ajoutée :

Sur le marché des Smartphones alternatifs, le groupe renforce son portefeuille de téléphones mobiles avec le constructeur américain YEZZ par l'élargissement de la gamme aux Windows Phones et le lancement mondial de smartphones durcis sous la marque Energizer Hard Case.

Dans un marché des objets connectés, qui devrait compter 80 milliards d'unités au niveau mondial à horizon 2020 contre 16 milliards aujourd'hui, le Groupe poursuit son développement par :

- Le développement commercial de la marque BeeWi avec la distribution mondiale des produits Smarthome sur le marché des produits innovants à fort contenu technologique ;
- L'extension du contrat de partenariat avec Energizer à la commercialisation de supports mémoire sous la marque Energizer ;
- La signature d'un accord de distribution d'accessoires durcis sous la marque Energizer Hard Case (coques, protections d'écran...) pour le deuxième trimestre 2015.

Évènement post-clôture

Néant

Avvertissement : certaines valeurs numériques contenues dans ce document sont issues de montants en euros ou milliers d'euros et ont fait l'objet d'arrondis. En conséquence, la somme de certaines valeurs peut ne pas être égale au total indiqué. Par ailleurs, le pourcentage de variation des montants arrondis au million d'euros et présenté dans ce document peut ne pas être strictement identique au pourcentage de variation des montants en euros ou milliers d'euros dont ils dérivent.

III Comptes consolidés intermédiaires et notes annexes

III.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Milliers d'euros	Notes	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Chiffre d'affaires		93 126	131 393
Coût des services et produits vendus		(56 042)	(91 639)
Marge brute		37 084	39 754
Taux de marge brute		39,8%	26,6%
Frais de transport et de logistique		(2 819)	(2 898)
Coûts des réseaux de distribution directe		(22 927)	(26 802)
Autres charges commerciales		(3 121)	(4 135)
Charges administratives		(8 115)	(8 807)
Autres produits et charges, nets		(751)	(149)
Cession de l'activité indirecte multi-opérateur au Royaume-Uni		-	-
Cession de magasins au Portugal		-	-
Résultat opérationnel		(649)	(3 037)
Produits financiers	(20)	16	7
Charges financières	(20)	(1 146)	(681)
Résultat des activités poursuivies avant impôts sur le résultat		(1 779)	(3 711)
Impôts sur le résultat		(752)	(703)
Résultat net des activités poursuivies		(2 530)	(4 414)
Résultat net après impôts des activités abandonnées	(23)	600	1 473
Résultat net		(1 930)	(2 941)
Résultat net revenant			
- Aux actionnaires de la Société		(1 930)	(2 941)
- Aux intérêts minoritaires		-	-
Nombre moyen d'actions en circulation			
- de base		92 725 895	92 623 476
- dilué		92 725 895	92 623 476
Résultat net par action revenant aux actionnaires de la Société (en euros)			
Résultat net par action des activités poursuivies		(0,027)	(0,048)
Résultat net par action des activités abandonnées		0,006	0,016
Résultat net par action de l'ensemble consolidé		(0,021)	(0,032)
Résultat net par action dilué des activités poursuivies		(0,027)	(0,048)
Résultat net par action dilué des activités abandonnées		0,006	0,016
Résultat net par action dilué de l'ensemble consolidé		(0,021)	(0,032)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.2 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL TOTAL

En milliers d'euros	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Résultat net	(1 930)	(2 941)
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	-	-
Gains / (pertes) actuariels sur engagements de retraite et assimilés	-	-
Eléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	516	129
Ecart de conversion	516	129
Juste valeur des instruments dérivés	-	-
Autres éléments du résultat global après impôts	516	129
Résultat global total	(1 414)	(2 812)
Dont:		
- Part attribuable aux actionnaires de la Société	(1 414)	(2 812)
- Participations ne donnant pas le contrôle	-	-

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.3 BILAN CONSOLIDÉ

Actif

Milliers d'euros	Notes	30 septembre 2014	31 mars 2014
Actifs non courants			
Ecart d'acquisitions nets	(4)	1 626	1 618
Autres immobilisations incorporelles nettes	(5)	10 348	10 402
Immobilisations corporelles nettes	(6)	2 948	4 130
Instruments financiers dérivés - Part non courante	(10)	-	-
Autres actifs non courants nets	(7)	3 879	3 881
Impôts différés		406	332
Total actifs non courants		19 206	20 362
Actifs courants			
Stocks nets	(11)	26 868	27 544
Créances clients nettes	(12)	27 456	33 606
Instruments financiers dérivés - Part courante	(10)	-	-
Autres actifs courants	(13)	15 017	12 350
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(8)	1 128	15 260
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(14)	17 367	15 295
Total actifs courants		87 836	104 055
Activités abandonnées			
Actifs des activités abandonnées		1 443	777
TOTAL ACTIF		108 485	125 194

Passif

Milliers d'euros	Notes	30 septembre 2014	31 mars 2014
Capitaux propres			
Capital social	(18)	18 705	18 705
Primes d'émission	(18)	7 652	7 652
Réserves consolidées	(18)	(8 961)	40 816
Ecart de conversion		(2 238)	(2 754)
Résultat de l'exercice		(1 930)	(49 777)
Intérêts minoritaires		-	-
Total capitaux propres		13 227	14 641
Passifs non courants			
Dettes financières - Part non courante	(15)	29 450	759
Provisions et autres passifs - Part non courante		764	764
Instruments financiers dérivés - Part non courante	(10)	53	36
Impôts différés		1 431	1 431
Total passifs non courants		31 698	2 990
Passifs courants			
Dettes financières - Part courante	(15)	854	30 056
Découvert bancaire	(14)	5 682	6 752
Provisions - Part courante	(16)	6 657	9 544
Fournisseurs		25 789	27 059
Instruments financiers dérivés - Part courante	(10)	-	-
Dettes fiscales et sociales		16 221	17 883
Dettes d'impôts courants		634	568
Autres passifs courants	(17)	4 851	4 712
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	(8)	-	9 405
Total passifs courants		60 688	105 979
Activités abandonnées			
Passifs des activités abandonnées		2 872	1 583
TOTAL PASSIF		108 485	125 194

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.4 TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Milliers d'euros	Notes	30 septembre 2014	30 septembre 2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPERATIONNELLES			
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société		(1 930)	(2 941)
Résultat net après impôts des activités abandonnées		600	17
Résultat net des activités poursuivies		(2 530)	(2 958)
Eléments non constitutifs de flux liés aux opérations d'exploitation :		(204)	2 655
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles, variation des dépréciations des actifs non courants		987	2 504
Variation des autres provisions	(16)	(1 951)	(203)
Variation nette des impôts différés		(66)	(59)
Amortissement des droits d'entrée et droits au bail payés aux bailleurs		64	202
Coût amorti de la dette		(6)	63
Effet des stock options et des actions gratuites		-	20
Effets des instruments financiers		17	(21)
Plus ou moins-value sur cessions d'actifs		751	149
Variation des actifs nets et passifs d'exploitation hors effets des acquisitions :		1 312	(3 700)
Variation des actifs/passifs relatifs aux clients		6 183	(472)
Variation des actifs/passifs relatifs aux fournisseurs		(2 628)	(2 901)
Variation des stocks		528	1 280
Variation des autres actifs/passifs d'exploitation		(2 770)	(1 607)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies :		(1 421)	(4 004)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées :		4 825	3
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :		3 404	(4 001)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions / cessions de filiales nettes de la trésorerie acquise / cédée		-	(30)
Produit net des cessions d'actifs		215	87
Acquisitions de droits de bail, droits d'entrée et fonds de commerce	(5)	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres incorporelles	(5),(6)	(607)	(629)
Variation des autres actifs immobilisés		222	55
Variation des actifs et passifs relatifs aux fournisseurs d'immobilisations		(10)	(55)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies :		(180)	(573)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		(180)	(573)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursement des emprunts	(15)	(520)	(4 296)
Nouveaux emprunts	(15)	35	-
Variation des découverts bancaires	(15)	(1 070)	1 506
Flux de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies :		(1 555)	(2 790)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :		(1 555)	(2 790)
Incidence des variations de change sur la trésorerie		403	136
Variation de trésorerie		2 072	(7 227)
Trésorerie en début d'exercice		15 295	22 620
Trésorerie en fin d'exercice		17 367	15 393

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Milliers d'euros (sauf le nombre d'actions)	Revenant aux actionnaires de la Société (capital, primes d'émission...) et intérêts minoritaires							
	Nombre d'actions	Capital	Prime d'émission	Réserves	Actions propres	Ecart de conversion	Résultat net	Total
Capitaux propres au 31 mars 2013	93,440,895	18,688	7,652	45,375	(1,501)	(3,066)	(2,940)	64,207
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	(2,940)	-	-	2,940	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	129	-	129
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global comptabilisés au titre de l'exercice	-	-	-	-	-	129	-	129
Options de souscription d'actions et actions gratuites : valeur des services rendus par le personnel	-	-	-	20	-	-	-	20
Résultat au 30 septembre 2013	-	-	-	-	-	-	(2,941)	(2,941)
Capitaux propres au 30 septembre 2013	93,440,895	18,688	7,652	42,455	(1,501)	(2,937)	(2,941)	61,415
Capitaux propres au 31 mars 2013	93,440,895	18,688	7,652	45,375	(1,501)	(3,066)	(2,940)	64,207
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	(2,940)	-	-	2,940	-
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	312	-	312
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global comptabilisés au titre de l'exercice	-	-	-	-	-	312	-	312
Distribution de la prime d'émission et/ou de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital suite aux levées d'options de souscription d'actions et/ou attribution définitive des actions gratuites	85,000	17	-	(17)	-	-	-	-
Options de souscription d'actions et actions gratuites : valeur des services rendus par le personnel	-	-	-	38	-	-	-	38
Ecart actuariel	-	-	-	(139)	-	-	-	(139)
Résultat au 31 mars 2014	-	-	-	-	-	-	(49,777)	(49,777)
Capitaux propres au 31 mars 2014	93,525,895	18,705	7,652	42,317	(1,501)	(2,754)	(49,777)	14,641
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	(49,777)	-	-	49,777	-
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	516	-	516
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global comptabilisés au titre de l'exercice	-	-	-	-	-	516	-	516
Distribution de la prime d'émission et/ou de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital suite aux levées d'options de souscription d'actions et/ou attribution définitive des actions gratuites	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de souscription d'actions et actions gratuites : valeur des services rendus par le personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart actuariel	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat au 30 septembre 2014	-	-	-	-	-	-	(1,930)	(1,930)
Capitaux propres au 30 septembre 2014	93,525,895	18,705	7,652	(7,460)	(1,501)	(2,238)	(1,930)	13,227

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.6 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

NOTE 1. LA SOCIÉTÉ

Avenir Telecom (la « Société ») est une société de droit français domiciliée à Marseille, France.

Avenir Telecom et ses filiales (le "Groupe") interviennent dans le domaine de la distribution de produits et de services de télécommunication, principalement de téléphonie mobile, mais également de téléphonie fixe et de services associés.

Le Groupe intervient en France et à l'étranger comme société :

- de commercialisation et de distribution commissionnée par les opérateurs sur les prises d'abonnements ;
- de commercialisation de contrats de service ;
- de commercialisation d'accessoires de téléphonie et objets connectés,
- de commercialisation de cigarettes électroniques et de recharges depuis mai 2013.

Sur chacun des marchés où il est présent, le Groupe peut être agréé par un ou plusieurs opérateurs et travaille notamment avec les principaux leaders européens du secteur.

Le Groupe organise sa distribution grand public en animant des réseaux de distribution en propre, à travers l'enseigne Internity. Le Groupe effectue également de la distribution professionnelle auprès de clients de la Grande Distribution ou de revendeurs spécialisés indépendants ou d'affiliés.

La date de clôture comptable a été décidée principalement en raison de la saisonnalité de l'activité afin de mieux la répartir au sein des semestres comptables. La performance du premier semestre n'est pas nécessairement représentative de la performance annuelle.

Avenir Telecom est cotée sur le compartiment C d'Euronext Paris.

Ces états financiers ont été arrêtés le 27 novembre 2014 par le Conseil d'Administration de la Société. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

NOTE 2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Principes comptables

Les états financiers intermédiaires résumés portant sur la période de 6 mois close au 30 septembre 2014 du groupe Avenir Telecom ont été préparés conformément à la norme IAS 34. S'agissant de comptes résumés, les notes présentées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent être lues en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014. Le référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne :

(http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Les méthodes comptables appliquées pour le 30 septembre 2014 sont identiques à celles adoptées pour la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2014, à l'exception de la charge d'impôts sur le résultat qui, pour les situations intermédiaires, est déterminée sur la base de la meilleure estimation du taux effectif de l'impôt attendu pour l'ensemble de l'exercice en cours dans chacune des juridictions fiscales du Groupe, conformément à la norme IAS 34.

Les autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} avril 2014 n'ont pas eu d'incidence significative sur l'information financière semestrielle consolidée du Groupe au 30 septembre 2014.

Le Groupe a adopté les normes, amendements aux normes et interprétations suivantes, adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} avril 2014 :

- IFRS 10, États financiers consolidés ;
- IFRS 11, Partenariats ;
- IFRS 12, Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres sociétés ;
- IAS 28 Révisée, Participations dans des entreprises associées ;
- Amendement à IAS 32 relatif à la compensation des actifs et des passifs financiers ;

Rapport financier semestriel 2014-2015

- Amendement à IAS 36 relatif à l'information sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- Amendement à IAS 39 relatif à la novation de dérivés et au maintien de la comptabilité de couverture.

Aucun de ces amendements et interprétations n'a eu d'incidence significative sur les états financiers semestriels de la Société au 30 septembre 2014.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice clos le 31 mars 2015, et n'a pas l'intention, à la date d'arrêt des états financiers semestriels de les appliquer dans ses comptes annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

Principales estimations

Au 31 mars 2014 et au 30 septembre 2014, les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Ces estimations et hypothèses concourant à la préparation des états financiers au 31 mars 2014 et au 30 septembre 2014 ont été réalisées dans un contexte d'une difficulté à appréhender les perspectives économiques. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement.

NOTE 3. GESTION DU RISQUE FINANCIER

Facteurs de risque financier

Par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de crédit, risque de liquidité et risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt. Le programme de gestion des risques du Groupe, qui est centré sur le caractère imprévisible des marchés financiers, cherche à en minimiser les effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

Risques de marché

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international et peut donc être exposé au risque de change provenant de différentes expositions en devises. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des activités à l'étranger.

Le Groupe opérant principalement ses activités au sein de la zone euro, il est peu exposé au risque de change et n'a pas mis en place d'instruments de couverture.

Risque de variation de prix

Le Groupe n'a pas d'instrument coté sujet à un risque de prix.

Risque de flux de trésorerie et risque de variation de la juste valeur d'instruments liée à l'évolution des taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actif significatif portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et des découverts émis à taux variables qui exposent le Groupe au risque de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Le Groupe gère son risque de flux de trésorerie sur taux d'intérêt en utilisant des swaps de taux visant à échanger du taux fixe contre du taux variable. Sur le plan économique, ces instruments de taux d'intérêts ont pour effet de convertir des emprunts à taux variable en emprunts à taux fixe. En règle générale, le Groupe contracte des emprunts à long terme à taux variables et les échange contre des emprunts à taux fixes inférieurs à ceux qu'il pourrait obtenir s'il empruntait directement à taux fixe. Aux termes des contrats de ces instruments de taux d'intérêt, le Groupe convient avec des tiers d'échanger, selon une périodicité définie, le différentiel entre les taux contractuels fixes et variables par référence à un certain montant notionnel (voir la note 15).

Risque de crédit

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions de crédit aux clients (grossistes, distributeurs), notamment les créances non réglées et des transactions engagées.

Pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments dérivés souscrits à des fins de couverture et les transactions se dénouant en trésorerie comme les opérations de cession de créances, les dépôts, le Groupe contracte uniquement avec des institutions financières de grande qualité.

Par son activité et la concentration de ses clients (notamment les opérateurs de téléphonie pour l'activité prise d'abonnement et les distributeurs au titre de l'activité Ventes de Produits), le Groupe est exposé au risque de crédit. Pour les clients opérateurs, le Groupe considère que le risque de crédit est limité. Pour les clients distributeurs, le Groupe a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. Par ailleurs, le Groupe a adapté sa politique en matière de délai de règlement en fonction des types de clients et gère l'encours net avec ses clients distributeurs à travers les rémunérations qu'elle doit leur verser au titre de la souscription des abonnements. L'antériorité des créances fait l'objet d'un suivi régulier.

Risque de liquidité

Le Groupe gère sa liquidité dans le cadre d'un environnement économique et financier difficile qui continue de rendre particulièrement complexe l'appréhension des perspectives économiques. Dans ce contexte, la Société Avenir Telecom avait signé le 19 juin 2012 un contrat de financement bancaire de 40 millions d'euros avec un pool de six banques permettant le refinancement du capital restant dû de la convention de crédit mise en place en juillet 2007 et qui arrivait à échéance en juillet 2012. Le terme de ce contrat de financement était initialement prévu le 5 juin 2017.

En date du 30 juillet 2010, la Société avait également signé un contrat de prêt de 4 millions d'euros. Ce prêt avait été tiré en totalité.

Dans un contexte de pression persistante sur ses encours fournisseurs lié au repli de son activité historique de ventes de produits et services pour le compte des opérateurs, la société Avenir Telecom a engagé début octobre 2013 une négociation avec l'ensemble de ses partenaires financiers en vue d'adapter sa structure de financement. Dans le cadre de cette négociation, la semestrialité de 3,6 millions d'euros de décembre 2013 n'a pas été réglée.

La démarche engagée par Avenir Telecom offrait aux banques du pool la faculté de demander à la Société le remboursement anticipé de l'intégralité du capital restant, conformément aux termes de la convention de crédit. Un protocole a été conclu le 6 mars 2014 avec les partenaires financiers sous réserve de la levée de conditions suspensives et cumulatives. Ces conditions ayant été définitivement levées le 9 avril 2014, la totalité du capital restant dû, nette de frais d'émission, de 29 572 milliers d'euros a donc été classée en dettes financières courantes au 31 mars 2014. En avril 2014, du fait de la levée des conditions suspensives, le protocole est entré en vigueur et le capital restant dû a été intégralement classé en dettes financières non courantes pour un montant de 29 572 milliers d'euros, la première semestrialité étant prévue pour le 25 janvier 2016.

Gestion du risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure optimale afin de réduire le coût du capital.

Pour préserver ou ajuster la structure de son capital, le Groupe peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, reverser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou vendre des actifs afin de se désendetter.

Conformément aux usages du secteur, le Groupe suit de près son capital en contrôlant son ratio d'endettement et d'autres ratios qui conditionnent les échéanciers de remboursement de certains crédits.

NOTE 4. ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe, qui sont identifiées en fonction de la zone géographique dans laquelle les activités sont exercées et du secteur d'activité.

Le tableau ci-dessous résume l'affectation des écarts d'acquisition aux secteurs d'activité et zones géographiques :

Milliers d'euros							
Zone géographique	Secteur d'activité	31 mars 2014	Nouvelles acquisitions	Reclassement en actifs classés comme détenus en vue de la vente	Ajustement du prix d'acquisition	Impact de change	30 septembre 2014
Bulgarie	Distribution directe	264	-	-	-	-	264
France	Distribution directe	527	-	-	-	-	527
Roumanie	Distribution directe	796	-	-	-	8	804
Roumanie	Distribution indirecte	31	-	-	-	-	31
Total écarts d'acquisition		1,618	-	-	-	8	1,626

NOTE 5. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants :

Milliers d'euros	Droits au bail et droits d'entrée	Marques, relations clients contractualisées, logiciels et brevets	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEURS BRUTES				
31 mars 2013	18,976	9,967	734	29,677
Acquisitions	-	237	357	594
Cessions	(259)	(66)	-	(325)
Reclassements	(2,389)	124	(124)	(2,389)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Ecart de conversion	1	(5)	4	-
31 mars 2014	16,329	10,257	971	27,557
Acquisitions	-	100	132	232
Cessions	(318)	-	-	(318)
Reclassements	(374)	(1,799)	(228)	(2,401)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	6	-	6
30 septembre 2014	15,637	8,564	875	25,076
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
31 mars 2013	7,581	8,549	343	16,473
Dotations nettes	387	749	89	1,225
Cessions	(99)	(66)	-	(165)
Reclassements	(374)	-	-	(374)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	(4)	-	(4)
31 mars 2014	7,495	9,228	432	17,155
Dotations nettes	(238)	287	62	111
Cessions	(157)	-	-	(157)
Reclassements	(360)	(1,841)	(174)	(2,375)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	(6)	-	(6)
30 septembre 2014	6,740	7,668	320	14,728
VALEURS NETTES				
31 mars 2014	8,835	1,029	538	10,402
30 septembre 2014	8,898	896	554	10,348

NOTE 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

Milliers d'euros	Installations et agencements des magasins	Matériel informatique	Constructions et agencements	Autres immobilisations corporelles	Total
VALEURS BRUTES					
31 March 2013	41,817	9,350	1,916	5,037	58,120
Acquisitions	463	102	72	40	677
Cessions	(1,115)	(10)	(3)	(45)	(1,173)
Reclassements	(7,229)	(642)	-	33	(7,837)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(19)	10	4	5	-
31 March 2014	33,918	8,810	1,989	5,070	49,787
Acquisitions	240	85	5	45	375
Cessions	(274)	(13)	(6)	(5)	(298)
Reclassements	(1,384)	(22)	(63)	(291)	(1,760)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	22	3	2	8	35
30 September 2014	32,522	8,863	1,927	4,827	48,139
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					
31 March 2013	30,283	8,810	1,507	4,353	44,952
Dotations nettes	7,456	275	88	231	8,050
Cessions	(872)	(10)	(3)	(36)	(921)
Reclassements	(5,801)	(625)	-	-	(6,426)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(18)	10	4	5	1
31 March 2014	31,048	8,460	1,596	4,553	45,657
Dotations nettes	1,243	101	41	100	1,485
Cessions	(263)	(13)	(6)	(5)	(287)
Reclassements	(1,320)	(3)	(44)	(319)	(1,686)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	9	3	2	8	22
30 September 2014	30,717	8,548	1,589	4,337	45,191
VALEURS NETTES					
31 March 2014	2,870	350	393	517	4,130
30 September 2014	1,805	315	338	490	2,948

NOTE 7. AUTRES ACTIFS NON COURANTS NETS

Les autres actifs financiers comprennent les éléments suivants :

Milliers d'euros	30 September 2014	31 March 2014
Dépôts et cautionnements	3,205	3,509
Droits d'entrée et droits au bail payés aux bailleurs	459	157
Autres actifs immobilisés	215	215
Total autres actifs nets	3,879	3,881

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les dépôts versés lors de la souscription des baux des magasins des réseaux de distribution directe. Ils sont enregistrés pour leur valeur historique. L'effet de l'actualisation sur la valeur actuelle n'est pas significatif.

NOTE 8. ACTIFS ET PASSIFS CLASSES COMME DETENUS EN VUE DE LA VENTE

Compte tenu de l'évolution actuelle du marché des télécom en Europe, le Groupe a souhaité accélérer sa transition vers les nouveaux marchés des accessoires, des smartphones alternatifs et des objets connectés. En mars 2014, le Conseil d'administration de la Société a ainsi décidé en France et en Espagne, de restructurer le parc de magasins en projetant de se séparer de 30 points de vente non rentables et de modifier le concept du reste du parc pour le rendre plus compatible avec ses nouvelles activités. Au 31 mars 2014, le prix de cession estimé de ces magasins étant inférieur à la valeur comptable de leurs actifs non courants, les immobilisations incorporelles et corporelles correspondantes ont été dépréciées pour un montant respectif de 1 191 milliers d'euros et de 843 milliers d'euros. Par ailleurs, du fait de ces cessions envisagées, les obligations liées à l'exploitation de ces magasins étant supérieures aux avantages économiques futurs, une provision pour contrat déficitaire de 2 262 milliers d'euros avait été reconnue lors de la clôture au 31 mars 2014 pour couvrir le montant des obligations jusqu'à la date de cession anticipée, soit pendant une période de 2 ans environ. La modification envisagée du concept a également conduit le Groupe à revoir de manière prospective l'amortissement des agencements des magasins, ce qui s'est traduit par un amortissement complémentaire de 3 926 milliers d'euros au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014.

Au 30 septembre 2014, le Groupe poursuit la réorganisation de son parc de magasins qui devrait s'achever au 31 mars 2015. Par conséquent, les perspectives de durée de cession s'étant réduites, la provision pour contrat déficitaire a été revue à la baisse à 825 milliers d'euros couvrant les pertes prévisionnelles jusqu'au 31 mars 2015. La valeur nette comptable des agencements de magasins dont le réaménagement est en cours s'élève à 887 milliers d'euros au 30 septembre 2014.

L'état des actifs et des passifs détenus à la vente est le suivant :

Milliers d'euros	30 septembre 2014			31 mars 2014		
	Avenir telecom UK	Magasins en France et en Espagne	Total	Avenir telecom UK	Magasins en France et en Espagne	Total
Immobilisations incorporelles	-	625	625	-	815	815
Immobilisations corporelles	-	503	503	10	518	528
Stocks	-	-	-	41	-	41
Créances clients	-	-	-	13 603	-	13 603
Autres créances courantes	-	-	-	153	-	153
Trésorerie et équivalent de trésorerie	-	-	-	120	-	120
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	1 128	1 128	13 927	1 333	15 260
Dettes fournisseurs	-	-	-	(8 293)	-	(8 293)
Autres dettes courantes	-	-	-	(1 112)	-	(1 112)
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-	-	(9 405)	-	(9 405)
Actifs nets classés comme détenus en vue de la vente	-	1 128	1 128	4 522	1 333	5 855

NOTE 9. DEPRECIATION DES ACTIFS NON COURANTS

La note 2 des comptes annuels explicite les méthodes comptables retenues par le Groupe en matière de dépréciation des actifs non courants.

Milliers d'euros	31 mars 2014	Dotations (note 23)	Reprises sur dotations	Sorties suite à des mises au rebut ou cessions d'actifs	Reclassements	30 septembre 2014
Dépréciation des droits au bail et droits d'entrée	1,536	-	(639)	(22)	-	875
Dépréciation des droits au bail et droits d'entrée payés aux bailleurs	210	-	(180)	-	-	30
Dépréciation des installations et agencements des magasins	1,001	-	(316)	(84)	-	601
Total	2,747	-	(1,135)	(106)	-	1,506

NOTE 10. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actif ou passif courant. La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et en actif ou passif courant lorsque l'échéance de l'élément couvert est inférieure à 12 mois.

Milliers d'euros	30 septembre 2014		31 mars 2014	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Tunnel participatif	-	53	-	36
Instruments financiers dérivés - couverture de flux de trésorerie	-	53	-	36
Swap de taux d'intérêt	-	-	-	-
Tunnel participatif	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés - détenus à des fins de transactions	-	-	-	-
Total	-	53	-	36
Moins la part non courante des:				
- Swap de taux d'intérêt	-	-	-	-
- Tunnel participatif	-	53	-	36
Part courante	-	-	-	-

Les caractéristiques des instruments de couverture sont présentées en note 15.

La variation de juste valeur entre le 31 mars 2014 et le 30 septembre 2014 s'analyse comme suit :

Milliers d'euros	Instruments financiers dérivés - couvertures de juste valeur	Instruments financiers dérivés - détenus à des fins de transactions	Total
Juste valeur au 31 mars 2014	(36)	-	(36)
Variation de juste valeur enregistrée en 'Charges administratives' au compte de résultat	(17)		(17)
Inefficacité de couverture enregistrée en 'charges financières nettes' au compte de résultat	-	-	-
Transfert dans la réserve de couverture dans les capitaux propres	-	-	-
Juste valeur au 30 septembre 2014	(53)	-	(53)

NOTE 11. STOCKS NETS

Les stocks s'analysent comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2014			31 mars 2014		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Matériel de téléphonie mobile et accessoires	32 307	(8 355)	23 952	32 231	(8 803)	23 428
Matériel multimédia	4 238	(1 322)	2 916	5 584	(1 468)	4 116
Stocks marchandises	36 545	(9 677)	26 868	37 815	(10 271)	27 544

NOTE 12. CREANCES CLIENTS NETTES

Les créances clients nettes s'analysent comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2014			31 mars 2014		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Rémunérations à recevoir des opérateurs	17,050	(1,450)	15,600	26,090	(1,609)	24,481
Clients Téléphonie - factures à établir	862	-	862	1,120	-	1,120
Créances clients Téléphonie	16,003	(5,009)	10,994	12,858	(4,853)	8,005
Céances clients	33,915	(6,459)	27,456	40,068	(6,462)	33,606

Les créances regroupent essentiellement les créances sur les opérateurs au titre de l'activité de prise d'abonnements et celles sur les distributeurs relatives aux ventes de produits.

Les créances nettes ci-dessus comprennent des créances cédées dans le cadre de l'affacturage ou du financement des lignes de crédit court terme du Groupe (voir note 15) pour un montant de 3 647 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 5 834 millions d'euros au 31 mars 2014. Ces créances cédées comprennent des rémunérations opérateurs à recevoir et des créances de marchandises. La Société conservant la majeure partie des risques (risques de retard de règlement, d'impayé et de dilution) et des avantages liés à ces créances, elles ont été maintenues à l'actif du bilan. La valeur comptable des créances clients nettes de dépréciations cédées constitue une approximation raisonnable de la juste valeur de ces actifs financiers.

Compte tenu des délais de règlement, la valeur nette comptable des créances clients nettes de dépréciations constitue une approximation raisonnable de la juste valeur de ces actifs financiers. L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture représente la juste valeur de ces créances citées plus haut.

Les créances sont dépréciées à titre individuel ; ces créances dépréciées concernent principalement des revendeurs qui ont rencontré des difficultés économiques imprévues ou des clients avec lesquels des litiges peuvent exister.

Les créances clients sont principalement libellées en euros. Le Groupe considère donc que le risque de change n'est pas significatif sur ces actifs.

NOTE 13. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants se composent comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2014	31 mars 2014
Créances de TVA	2,374	2,214
Autres créances sur l'Etat	1,203	917
Fournisseurs, avoirs à recevoir, acomptes d'exploitation	6,687	4,964
Autres créances	2,289	1,836
Charges constatées d'avance	2,464	2,419
Total des autres actifs courants	15,017	12,350

Les autres créances sur l'État correspondent principalement à des acomptes de taxes opérationnelles ou d'impôt sur les sociétés.

NOTE 14. TRESORERIE ET DECOUVERTS BANCAIRES

Milliers d'euros	30 septembre 2014	31 mars 2014
Trésorerie	17,367	15,295
Total Trésorerie et équivalents	17,367	15,295
Découverts bancaires	5,682	6,752

Le montant des lignes de crédit non utilisées se présente comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2014	31 mars 2014
Lignes de crédit non utilisées	2 979	3 979
Affacturage	2 575	2 864

NOTE 15. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières se décomposent comme suit :

Milliers d'euros		Taux	30 septembre 2014	31 mars 2014
Convention de crédit	Taux variable	4,04%	28,675	28,572
Autres dettes financières en euro	Taux variable	2,11% - 8,23%	1,618	2,232
Location-financement	Taux fixes	3,32% - 5,04%	10	11
Dettes financières totales			30,303	30,815
Part à moins d'un an			854	30,056
Part à plus d'un an			29,449	759
- dont entre 1 et 5 ans			29,449	759
- dont à plus de 5 ans			-	-

Financements en vigueur

Les caractéristiques de la convention de crédit (« convention de crédit 2012 ») sont décrites dans la note 3 sur le risque de liquidité dans les notes aux états financiers des comptes clos au 31 mars 2014.

Les autres dettes financières incluent le « contrat de prêt 2010 » dont les caractéristiques sont décrites dans la note 3 sur le risque de liquidité dans les notes aux états financiers des comptes clos au 31 mars 2014.

Afin de financer son besoin en fonds de roulement, la Société a signé en date du 26 juin 2007 un contrat d'affacturage. Au 30 septembre 2014, le montant net du par le factor est de 1 418 milliers d'euros (le montant dû au factor était de 2 970 milliers d'euros au 31 mars 2014) et est inscrit sur la ligne « Découverts bancaires ».

Risque de change

La quasi-totalité des dettes financières étant libellée en euros, le Groupe considère que le risque de change n'est pas significatif et n'a mis en place aucun instrument de couverture de change.

Risque de taux

La totalité du financement du Groupe au 30 septembre 2014 est à taux variable.

Le 25 mars 2013, la Société a mis en place un tunnel participatif pour échanger le taux variable contre un taux fixe. Le montant notionnel de cet instrument est de 19 656 milliers d'euros.

NOTE 16. PROVISIONS – PART COURANTE

Les provisions courantes s'analysent comme suit :

Milliers d'euros	31 mars 2014	Nouvelles provisions	Provisions utilisées	Provisions reprises sans être utilisées	Reclassements	Variation de change	30 septembre 2014
Annulation de rémunérations et garanties (note 2)	2,968	158	(153)	-	(286)	(40)	2,647
Litiges sociaux	1,104	86	(167)	(66)	(381)	-	576
Litiges commerciaux	2,133	3	-	-	-	-	2,136
Litiges fiscaux	63	-	-	-	-	-	63
Provision pour contrats déficitaires	2,936	207	(1,161)	(858)	-	-	1,124
Autres risques	340	-	-	-	(228)	(1)	111
Total Provisions courantes	9,544	454	(1,481)	(924)	(895)	(41)	6,657

Annulation de rémunérations

Des provisions sont constituées pour tenir compte des annulations de rémunérations du fait du non-respect de certaines obligations contractuelles, les provisions enregistrées dans les comptes intermédiaires clos au 30 septembre 2014 ont été calculées sur la base de données statistiques historiques.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges correspondent à la meilleure estimation par les dirigeants de la Société pour couvrir les divers litiges fiscaux, commerciaux et sociaux. La Direction estime que l'issue de ces litiges ne donnera lieu à aucune perte significativement supérieure aux montants provisionnés au 30 septembre 2014.

Provisions pour contrats déficitaires

Les obligations liées à l'exploitation de ces magasins dont il est prévu la cession étant supérieures aux avantages économiques futurs, une provision pour contrat déficitaire a été reconnue pour couvrir le montant des obligations jusqu'à la date de cession anticipée, jusqu'à la date de cession anticipée, prévue avant le 31 mars 2015.

Contrôle fiscal

La Société Avenir Telecom S.A. a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices clos au 30 juin 2006 et 31 mars 2007 et 2008. Le 6 novembre 2009, elle a reçu une première proposition de rectification interruptive en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution sociale au titre de l'exercice clos le 30 juin 2006 et en matière de TVA au titre de la période du 1er juillet 2005 au 31 décembre 2006. Cette proposition de rectification a été contestée par la Société et l'administration fiscale a par la suite modifié sa proposition de rectification. Les demandes restantes de l'administration fiscale sont les suivantes :

- En matière d'impôt sur les sociétés, réduction des actifs d'impôts différés non comptabilisé d'un montant de 3 585 milliers d'euros ;
- Rectifications en matière de TVA de 10 182 milliers d'euros. Ces rectifications proposées en matière de TVA ont été mises en recouvrement par avis du 10 octobre 2011. Par deux décisions en dates des 23 avril 2012 et 4 mai 2012, l'administration a rejeté la réclamation contentieuse de la Société. La Société a par suite contesté cette décision devant le tribunal administratif de Montreuil, par requête introduite devant cette juridiction en date du 20 juin 2012. Le tribunal administratif de Montreuil a accusé réception de cette requête par courrier en date du 21 juin 2012. Par courrier du 6 août 2012, le service de la DGE a mis la Société en demeure de payer les rappels de TVA notifiés, ce que la Société a contesté par courrier en réponse du 28 août 2012, dès lors que la réclamation de la Société était assortie d'une demande de sursis de paiement faisant obstacle à tout recouvrement des rappels notifiés. Par courrier du même jour (6 août 2012), le comptable de la DGE a informé la Société du fait qu'il avait requis une inscription du privilège du Trésor à son encontre en vue de garantir le montant de sa créance. Le service de recouvrement de la DGE a demandé la constitution de garanties à hauteur du montant des rappels de TVA contestés en droit d'une valeur de 6 215 milliers d'euros. 21 fonds de commerce ont été donnés en garantie.

Le tribunal administratif de Montreuil a finalement rendu, en date du 14 avril 2014, un jugement validant la position de la DVNI à la fois sur les rectifications en matière de TVA et sur les rectifications en matière d'IS. La Société a décidé de ne pas faire appel sur les rectifications en matière d'IS, ces dernières n'ayant aucune incidence sur les comptes du Groupe compte tenu de l'existence de pertes fiscales pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé.

En matière de TVA, le service de recouvrement de la DGE a adressé à la Société, en date du 6 mai 2014, une mise en demeure de payer la somme totale de 9 725 milliers d'euros dans un délai de trente jours. Contestant toujours la position de la DVNI, la Société a alors entrepris simultanément plusieurs démarches en vue de préserver ses intérêts : (i) prise de contact, puis envoi d'un courrier au pôle de recouvrement forcé de la DGE en vue de solliciter des délais ; (ii) préparation et dépôt, en date du 6 juin 2014, d'une requête en appel du jugement du tribunal administratif de Montreuil devant la cour administrative d'appel de Versailles ; (iii) préparation et dépôt, en date du 6 juin 2014, d'une requête en référé-suspension devant le président de la cour administrative d'appel de Versailles en vue d'obtenir la suspension de l'exécution des rappels de TVA notifiés et mis en recouvrement par les services de la DVNI ; (iv) démarche auprès de la Cochef de Marseille en vue de solliciter un échéancier de règlement des rappels de TVA notifiés par la DVNI, dans l'attente de la décision de la cour administrative d'appel de Versailles.

Ces démarches n'ont pas abouti à ce stade : le 10 juillet 2014, le référé-suspension devant le Président de la Cour d'Appel de Versailles a été rejeté au motif d'absence de caractère d'urgence compte tenu des autres procédures engagées par la Société. Le 24 juillet 2014, la Cochef de Marseille n'a pas donné suite à la demande d'étalement de règlement de la dette fiscale du fait de la situation financière actuelle de la Société. Le 6 octobre 2014, la DGE, contactée par la société, a annoncé qu'elle considérait être en droit de poursuivre sa procédure de recouvrement. Du fait de ces décisions, la Société a introduit une nouvelle requête en référé-suspension le 31 octobre 2014 en vue de solliciter un nouvel examen de sa demande de suspension de la mise en recouvrement des rappels de TVA.

Rapport financier semestriel 2014-2015

La Société, après avis motivé de ses conseils, considère qu'elle dispose d'arguments solides lui permettant de trouver une issue favorable à ses intérêts. En conséquence, la sortie de ressources est incertaine et l'obligation ne peut être estimée de manière fiable. Il s'agit donc d'un passif éventuel et la Société n'a donc pas enregistré de provision au titre du redressement de TVA.

Contrôle URSSAF

La société Avenir Telecom S.A. a fait l'objet d'un contrôle URSSAF portant sur les années civiles 2009, 2010 et 2011. Le 30 août 2012, elle a reçu une notification à laquelle elle a répondu par courrier en date du 26 septembre 2012. Le 16 octobre 2012, le service contrôle a envoyé à la Société un rappel de cotisations de 519 milliers d'euros. La Société a contesté 277 milliers d'euros de redressement dans un acte introductif d'instance et a réglé le solde des rappels non contestés.

NOTE 17. AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants comprennent les éléments suivants :

Milliers d'euros	30 septembre 2014	31 mars 2014
Clients créditeurs et avoirs à établir	2,057	2,314
Produits et rémunérations constatés d'avance	765	511
Autres passifs à court terme	2,029	1,887
Total des autres passifs courants	4,851	4,712

Les clients créditeurs correspondent notamment à certains acomptes reçus de la part d'opérateurs.

Conformément aux principes décrits en note 2 des états financiers annuels, la prise en profit des rémunérations encaissées d'avance est conditionnée à la réalisation d'objectifs commerciaux futurs.

NOTE 18. CAPITAUX PROPRES

Capital social

Au 30 septembre 2014, le capital social s'établit à 18 705 milliers d'euros pour 93 525 895 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 0,20 euro.

Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 octobre 1998, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Conformément à l'article L.225-124 du Code de Commerce, les actions converties au porteur ne bénéficient plus du droit de vote double, tout comme les actions ayant fait l'objet d'un transfert de propriété.

Actionnariat

L'évolution de l'actionnariat se présente comme suit :

	30-sept-14			31-mars-14		
	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote
Avenir Télécom	800 000	0,86%	0,00%	800 000	0,86%	0,00%
OXO (1)	27 882 400	29,81%	39,65%	27 882 400	29,81%	39,65%
Jean-Daniel Beurnier	19 090 353	20,41%	27,15%	19 090 353	20,41%	27,15%
Robert Schiano-Lamoriello	330 520	0,35%	0,47%	330 520	0,35%	0,47%

Rapport financier semestriel 2014-2015

Actions de concert	47 303 273	50,58%	67,27%	47 303 273	50,58%	67,27%
Agnès Tixier	211 140	0,23%	0,30%	211 140	0,23%	0,30%
Pierre Baduel	207 940	0,22%	0,30%	207 940	0,22%	0,30%
NPC2 Conseils*				100	0,00%	0,00%
Équipe dirigeante	419 080	0,45%	0,60%	419 180	0,45%	0,60%
Public	45 003 542	48,12%	32,00%	45 003 442	48,12%	32,00%
Total	93 525 895	100,0%	100%	93 525 895	100,0%	100%

(1) Le capital de la société OXO est détenu par 2 actionnaires dirigeants du groupe AVENIR TELECOM, à hauteur de 60,5% par Jean-Daniel BEURNIER, de 39,5% par Robert SCHIANO-LAMORIELLO.

Imputation du résultat social de l'exercice précédent de la société Avenir Telecom

L'Assemblée Générale d'Avenir Telecom S.A., réunie le 25 juillet 2014, appelée à statuer sur les comptes sociaux clos au 31 mars 2014, a affecté la totalité du déficit de l'exercice s'élevant à la somme de 29 154 447,88 euros, en report à nouveau.

Actions propres

L'Assemblée Générale du 18 juin 2010 a autorisé la Société, dans sa première résolution ordinaire, à procéder à des achats et ventes d'actions propres dans les limites suivantes :

- Part maximale du capital autorisé : 10%
- Montant maximal consacré au programme : 8 millions d'euros, quel que soit le prix d'achat considéré
- Prix maximal d'achat par action : 2,00 €, hors frais d'acquisition
- Cette autorisation a été donnée pour 18 mois à compter de l'Assemblée Générale réunie le 18 juin 2010. Elle prive d'effet et se substitue à une précédente autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 18 septembre 2009 dans sa neuvième résolution ordinaire, qui n'a jamais été mise en œuvre par la Société.

Au 30 septembre 2014, le nombre de titres acquis est de 800 000 pour un montant brut de 1 501 milliers d'euros. Ces actions propres sont classées en diminution des capitaux propres.

Options de souscription d'actions

Attributions d'options de souscription d'actions

Au 30 septembre 2014, les options attribuées se répartissent comme suit :

Plan	Point de départ d'exercice des options	Prix d'exercice (en euro)	Rabais	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre total d'options attribuées	Nombre d'options caduques du fait du départ des salariés ou expiration du plan	Nombre d'options levées sur exercices antérieurs	Nombre d'options exerçables au 31 mars 2014	Nombre d'options levées sur l'exercice	Solde à lever au 30 septembre 2014	Nombre d'options exerçables au 30 septembre 2014	Date d'expiration
14/12/2007	14/12/2010	2.02	5%	15	745,000	355,000	-	420,000	-	390,000	390,000	14/12/2014
15/12/2008	15/12/2011	0.82	0%	19	665,000	420,000	-	275,000	-	245,000	245,000	15/12/2015
15/12/2009	15/12/2012	1.00	5%	14	570,000	285,000	-	-	-	285,000	285,000	15/12/2016
23/12/2010	23/12/2013	0.77	5%	18	640,000	260,000	-	-	-	380,000	380,000	23/12/2017
TOTAL					2,620,000	1,320,000	-	695,000	-	1,300,000	1,300,000	

Il n'y a pas de conditions de performance attachées à ces plans d'options de souscription d'actions.

La juste valeur des services rendus, déterminée par référence à la juste valeur des options et actions gratuites, est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition.

Actions gratuites

Attribution gratuite d'actions

Au 30 septembre 2014, les actions gratuites attribuées se répartissent comme suit :

Date d'attribution	Date d'acquisition	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre d'actions gratuites attribuées	Nombre d'actions gratuites caduques du fait du départ des salariés	Solde en cours d'acquisition au 30 septembre 2014	Nombre d'actions gratuites acquises jusqu'au 30 septembre 2014
16/12/2005	16/12/2008	3	160,000	-	-	160,000
26/01/2007	26/01/2010	3	160,000	-	-	160,000
14/12/2007	14/12/2010	3	170,000	-	-	170,000
29/10/2008	29/10/2011	3	170,000	-	-	170,000
11/02/2011	11/02/2014	2	85,000	-	-	85,000
TOTAL			745,000	-	-	745,000

Il n'y a pas de conditions de performance attachées à ces plans d'actions gratuites.

L'acquisition de ces actions gratuites par les salariés et/ou mandataires sociaux ne sera définitive qu'à l'issue d'une période de 3 ans à compter de leur date d'octroi.

NOTE 19. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Les dotations aux amortissements et les dépréciations s'analysent de la façon suivante :

Milliers d'euros	30 septembre 2014	30 septembre 2013
	(6 mois)	(6 mois)
Variation des dépréciations sur clients et autres actifs circulants nette des pertes sur créances irrécouvrables	(267)	(36)
Variation des dépréciations sur stocks nettes des pertes sur stocks	69	(281)
Variation nette des dépréciations sur l'actif courant	(198)	(317)
Amortissements des immobilisations incorporelles (note 5)	(111)	(452)
Amortissements des immobilisations corporelles (note 6)	(1,485)	(2,056)
Variation nette des dépréciations sur les actifs classés comme détenus en vue de la vente (note 8)	512	-
Variation nette des dépréciations sur autres actifs non courants	97	4
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, et variation nette des dépréciations sur autres actifs non courants	(987)	(2,504)
Variation des provisions	1,951	203
Total des dotations aux amortissements et dépréciations et provisions	765	(2,618)

NOTE 20. RESULTAT FINANCIER

Les charges financières nettes sont composées des éléments suivants :

Milliers d'euros	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Charges financières	(1,146)	(683)
Intérêts bancaires	(648)	(597)
Pertes de change	(433)	(79)
Autres charges financières	(65)	(7)
Produits financiers	16	9
Produits de placement court terme	16	9
Résultat Financier	(1,130)	(674)

NOTE 21. IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'imposition sur les résultats a été déterminée sur la base de la meilleure estimation du taux effectif de l'impôt attendu pour l'ensemble de l'exercice dans chaque pays.

NOTE 22. INFORMATION SECTORIELLE

Les résultats opérationnels par secteur opérationnels sont détaillés ainsi :

Milliers d'euros	Distribution directe	Distribution indirecte	Non alloué	Total groupe
30 septembre 2014				
Ventes brutes	65,429	27,697	-	93,126
Ventes inter-segment	-	-	-	-
Chiffres d'affaires	65,429	27,697	-	93,126
Marge brute	26,608	10,476	-	37,084
Résultat opérationnel hors cession des actifs non courants	(1,861)	1,212	-	(649)
30 septembre 2013				
Ventes brutes	81,133	50,260	-	131,393
Ventes inter-segment	-	-	-	-
Chiffres d'affaires	81,133	50,260	-	131,393
Marge brute	32,544	7,210	-	39,754
Résultat opérationnel	(1,059)	(1,978)	-	(3,037)

NOTE 23. ACTIVITES ABANDONNEES

Nature des activités abandonnées

Les activités abandonnées regroupent : l'activité Internet, le Service Après-Vente des téléphones mobiles, les activités de distribution de téléphonie directes et indirectes basées en Belgique, les activités de distribution indirecte multi-opérateur basées au Royaume-Uni et l'activité de magasins mono-opérateur au Portugal.

L'activité Internet : en 1999, Avenir Telecom a démarré une activité dans le domaine de l'Internet à la fois comme distributeur et fournisseur d'accès Internet, principalement à travers son offre e-pack Net-Up, et comme prestataire de services complémentaires. Au cours du dernier trimestre de l'année civile 2001, la Société a décidé d'arrêter totalement cette activité. Compte tenu des engagements contractuels existant envers les clients de Net-Up, l'arrêt définitif de cette activité est intervenu le 31 décembre 2004.

L'activité Service Après-Vente : en 2004, Avenir Telecom a décidé d'abandonner son activité de Service Après Vente (SAV). La liquidation définitive des sociétés concernées n'a pas encore été prononcée à ce jour.

Les activités de distribution de téléphonie directes et indirectes basées en Belgique : en 2007, le Groupe Avenir Telecom a décidé d'arrêter ces activités non profitables en Belgique.

Les activités de distribution indirecte multi-opérateur basées au Royaume-Uni : le 11 juin 2014, Avenir Telecom a cédé les activités de distribution indirecte multi-opérateur au Royaume-Uni. La cession porte sur le fonds de commerce, le bail commercial du siège et les immobilisations attachées, ainsi que le fonds de roulement de l'activité indirecte. Le prix de cession est inférieur de l'ordre de 6 424 milliers d'euros à la valeur nette comptable des actifs et des passifs cédés. Cette perte avait été provisionnée au 31 mars 2014 et portait essentiellement sur l'écart d'acquisition de 6 294 milliers d'euros. Cette cession a permis une amélioration de la trésorerie compte tenu de l'encaissement immédiat du fonds de roulement, pour 5 449 milliers d'euros qui sinon serait resté stable dans une hypothèse de poursuite d'activité ;

L'activité de magasins mono-opérateur au Portugal : en juillet 2014, Avenir Telecom a cédé ses 11 magasins mono-opérateur mettant ainsi un terme à son activité de distribution directe dans ce pays. Le prix de cession de 110 milliers d'euros était supérieur à la valeur comptable des actifs et des passifs liés. Par conséquent, un profit de 110 milliers d'euros a été comptabilisé au 30 septembre 2014.

Compte de résultat

Milliers d'euros	30 September 2014	31 March 2014
Chiffre d'affaires	4,328	13,244
Marge brute	1,541	4,602
Résultat opérationnel	1,015	1,901
(Charges) Produits financiers nets	(69)	(61)
Impôt	62	(367)
Résultat net après impôts des activités abandonnées	1,008	1,473

NOTE 24. INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Milliers d'euros	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Charges	(1,048)	(1,555)
Mise à disposition de personnel	(603)	(1,098)
Loyers	(441)	(441)
Intérêts	(4)	(16)

Milliers d'euros	30 septembre 2014	31 mars 2014
Dette Oxo	858	886
Dette SCI Les Rizeries	252	-

La dette envers Oxo est classée en 'autres passifs courants' et la dette envers la SCI Les Rizeries est classées en 'dettes fournisseurs'.

Ventes et achats de services, soldes de clôtures liés aux ventes et achats de services

OXO est la société holding du groupe Avenir Telecom dont elle détient 29,84 % au 30 septembre 2014 et au 31 mars 2014.

À compter du 1^{er} janvier 2004, un contrat de mise à disposition de personnel a été signé entre des sociétés du Groupe Avenir Telecom et OXO. Au 30 septembre 2014, sept personnes étaient concernées par ces contrats dont les quatre membres du comité de direction, également administrateurs.

Une SCI qui a pour associés Jean-Daniel Beurnier et Robert Schiano-Lamoriello, respectivement Président Directeur général et Directeur général d'Avenir Telecom, est locataire dans le cadre d'un contrat de crédit-bail immobilier du bâtiment qui abrite le siège social du Groupe et facture à ce titre des loyers.

Rémunérations des principaux dirigeants

À compter du 1^{er} janvier 2004, les membres du comité de direction ont été transférés de la Société Avenir Telecom S.A. vers la société OXO, actionnaire de la Société. Leur prestation est facturée aux frais réels dans le cadre d'un contrat de mise à disposition du personnel.

Les informations ci-dessous comprennent les rémunérations brutes totales y compris les avantages en nature directs et indirects attribués par la société OXO et refacturées à Avenir Telecom ainsi que celles attribuées par Avenir Telecom et les sociétés qu'elle contrôle.

Au titre de la période close le 30 septembre 2014 et le 30 septembre 2013, le montant total des rémunérations des membres du comité de direction se décompose comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Jetons de présence	-	-
Salaires et autres avantages à court terme	351	351
Paieement fondé sur des actions	-	14
Montant global des rémunérations de toutes natures allouées aux membres permanents du Comité de Direction présents au 30 septembre 2014, soit 4 personnes	351	365
Dettes sur ces rémunérations	3,556	2,558

NOTE 25. RISQUES ET ENGAGEMENTS

Les différents engagements financiers et obligations du Groupe peuvent être résumés ainsi :

Engagements donnés

Les obligations contractuelles totales comptabilisées ou non au bilan s'analysent comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2014	31 mars 2014
Cautions en faveur d'un fournisseur	970	970
Lettres de confort et cautions en garantie des engagements des filiales	3,118	3,118
Dépôt en garantie de litiges en cours	800	800
Total engagements donnés	4,888	4,888

NOTE 26. EFFECTIFS

Les effectifs du Groupe s'analysent de la façon suivante :

Répartition géographique	30 septembre 2014	31 mars 2014
France	516	540
International	1,168	1,309
Effectif total	1,684	1,849

Répartition statutaire	30 septembre 2014	31 mars 2014
Cadres	136	158
Employés et agents de maîtrise	1,548	1,691
Effectif total	1,684	1,849

NOTE 27. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés suivantes font partie du périmètre de consolidation :

Rapport financier semestriel 2014-2015

Sociétés	Note	Pays	30 septembre 2014		31 mars 2014	
			% d'intérêt	Méthode	% d'intérêt	Méthode
Distribution & Téléphonie						
Avenir Telecom France S.A.		France	100	IG	100	IG
Voxland Sarl		France	100	IG	100	IG
Inova SAS	(1)	France	100	IG	100	IG
Inova VD	(1)	France	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Benelux S.A.	(1)	Belgique	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Belgium NV	(1)	Belgique	100	IG	100	IG
Internity Belgique	(1)	Belgique	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Bulgarie		Bulgarie	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Spain S.A.		Espagne	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Hong-Kong Ltd	(1)	Hong Kong	90	IG	90	IG
Avenir Telecom International S.A.		Luxembourg	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Netherlands BV	(1)	Pays-Bas	100	IG	100	IG
Mobile Zone	(1)	Pologne	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Portugal S.A.		Portugal	100	IG	100	IG
Avenir Telecom SGPS	(1)	Portugal	100	IG	100	IG
Finantel Distribuição, SGPS, S.A.	(1)	Portugal	100	IG	100	IG
Fintelco SGPS, S.A.	(1)	Portugal	100	IG	100	IG
Infante SGPS, Lda	(1)	Portugal	100	IG	100	IG
Artimark – Serviços de Consultoria, Lda	(1)	Portugal	100	IG	100	IG
Leadcom – Telecomunicações Móveis, S.A.		Portugal	27	ME	27	ME
Avenir Telecom Romania Ltd		Roumanie	100	IG	100	IG
Internity Roumanie	(1)	Roumanie	100	IG	100	IG
Global Net	(1)	Roumanie	100	IG	100	IG
Egide	(1)	Roumanie	100	IG	100	IG
Avenir Telecom UK Ltd		Royaume-Uni	100	IG	100	IG
CMC (Complete Mobile Communications) Telecom Ltd	(1)	Royaume-Uni	100	IG	100	IG
Internity UK	(1)	Royaume-Uni	100	IG	100	IG
Activités abandonnées						
Distribution & Téléphonie						
Avenir Telecom Lojas de Comunicações, S.A.	(1)	Portugal	100	IG	100	IG
Service Après Vente (SAV)						
Cetelec S.A.S.	(1)	France	100	IG	100	IG
Cetelec Belgium BVBA	(1)	Belgique	100	IG	100	IG
Centrolec Telecom S.A.	(1)	Espagne	100	IG	100	IG
Pcetelec Sarl	(1)	France	100	IG	100	IG
Internet						
Strategie Sarl		France	-	-	50	IG
Mediavet S.A.	(1)	France	49	ME	49	ME
Play-Up S.A.S.		France	-	-	52	IG
World-Up S.A.		France	-	-	51	IG

Méthodes de consolidation : IG = intégration globale ; ME = mise en équivalence ; NC = non consolidé.

(1) Société sans activité.

NOTE 28. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

IV Rapport des Commissaires aux comptes

Christine Blanc-Patin
2, boulevard de Gabès
13008 Marseille

PricewaterhouseCoopers Audit
Les Docks – Atrium 10.1
10 place de la joliette – BP 81525
13567 Marseille Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle 2015**

(Période du 1^{er} avril 2014 au 30 septembre 2014)

Aux Actionnaires
Avenir Telecom SA
Les Rizeries
208, boulevard de Plombières
13581 Marseille Cedex 20

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Avenir Telecom SA, relatifs à la période du 1^{er} avril 2014 au 30 septembre 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

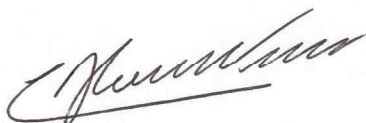
Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

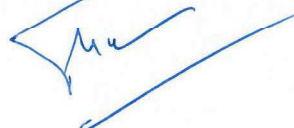
Fait à Marseille, le 28 novembre 2014

Les Commissaires aux comptes



Christine Blanc-Patin

PricewaterhouseCoopers Audit



Vincent Thyssen